

• **Municipales**

Vernet-les-bains p.6

Elné p.8

• **Cinéma**

Face à la crise p.11

Les jours heureux

Le Conseil national de
la Résistance

p.3

Face à la pauvreté p.7

La solidarité s'organise !

Anniversaires



Julio Anguita nous a quitté

L'ancien secrétaire général du Parti communiste d'Espagne s'est éteint à Cordoue, des suites d'une crise cardiaque. On le surnommait parfois « le prof » car il avait toujours le souci de la pédagogie. La presse l'avait affublé du titre de « calife rouge », en mémoire de ses années passées avec succès à la tête de la mairie de Cordoue, en Andalousie. Il était surtout un dirigeant populaire, très respecté au-delà de sa famille politique, qu'il avait rejointe pendant la dictature au début des années 1970. Après son retrait de la vie politique active pour des raisons de santé, il était devenu un « sage » très écouté. Il s'était illustré ces dernières années sur des thèmes comme la République et la Constitution. Julio Anguita dégageait comme un parfum de don-quistisme. Son physique, son allure, son refus de l'apparat et des privilèges (il avait refusé sa retraite de député lui préférant celle de professeur) n'expliquent pas tout : c'était un homme droit, dur au combat politique. Il avait accueilli avec satisfaction la formation du nouveau gouvernement espagnol réunissant les socialistes, la coalition Unidas/Podemos et la nomination de ministres communistes.



Roger Rio

Par un hasard du calendrier, deux jours après la commémoration de la première réunion du Conseil National de la Résistance, nous célébrons un événement bien plus récent : le 29 mai 2005, la mise en échec du Traité constitutionnel européen, symbole de « l'Europe libérale » et l'affirmation de la volonté d'agir ensemble pour l'émergence d'une « Europe sociale ». Le fait que le fruit de cette victoire ait pu être confisqué est un échec politique, non la fin de l'Histoire. Restent une expérience exemplaire de démocratie citoyenne et d'une mobilisation solidaire au-delà des frontières ; une volonté irrépensible de conquête sociales, écologiques et éthiques ; et aussi la conscience d'une communauté de destin de toute l'humanité, sans laquelle une « autre Europe » n'aurait de « refondée » que le nom.

Depuis, les choix politiques néolibéraux se sont renforcés avec des mutations au sein même du capital avec une valeur actionnariale prenant le dessus sur la valeur ajoutée. La recherche insoutenable des taux de profit à deux chiffres pèse de tout son poids sur le développement humain, social, économique et précipite la planète dans une crise écologique sans précédent. Le Covid-19 fait apparaître aux yeux du plus grand nombre de grandes faiblesses systémiques, notamment dans le domaine de la santé, de la protection des populations, des services publics comme de la production nationale.

Les communistes proposent un nouveau système de développement articulant industrie et services et de nouveaux pouvoirs à l'entreprise. Il s'agit d'allier relocalisations et coopérations en utilisant comme levier l'intervention politique, syndicale, citoyenne pour garantir et conditionner l'accès à l'argent, qu'il s'agisse de création monétaire, de crédit ou d'aides publiques.

Un État stratège peut intervenir sur les grandes filières industrielles nationales pour répondre aux enjeux de notre siècle : en conditionnant et en contrôlant tout l'argent public utilisé ; en nationalisant lorsque nécessaire pour faire reculer la domination du capital et non pour collectiviser les difficultés avant de restituer les bénéfices au marché. « *Socialisme pour les riches, capitalisme pour les autres* ». Cela suffit !

Actu vu par

Vers une réouverture progressive des Lieux de Culte

DELGE



Appel à partenariats

C'est la seule fois qu'ils racontent leurs faits de résistance dans les Pyrénées-Orientales devant une caméra !

- Odette Sabaté, résistante, déportée.
- Le poète Jordi Pere Cerda, résistant et passeur.
- Marcel Boher et Emile Sabatier, maquisards sur les flancs du Canigou (notamment mine de la Pinouse).

L'objectif de l'association *Les amis du T.C* est de restituer ces pages d'histoire au public en réalisant trois courts-métrages accessibles à tout le monde. C'est un travail de professionnel.

L'association qui a besoin d'une aide financière, a ouvert une cagnotte associative.

Il suffit de se connecter sur <https://www.leetchi.com/c/realisation-de-3-films-sur-la-resistance-dans-les-p-o>

Ou bien de transmettre un don à :

Association Les Amis du T.C 44 avenue de Prades à Perpignan. Chacun participe du montant qu'il souhaite.

Partagez cette cagnotte ! Tout don sera gratifié d'une invitation gratuite à la soirée de présentation des films.

A lire sur www.letc.fr

National

- S'y mettre ensemble par Roger Hillel
- Michel Onfray. Front populaire par Roger Hillel
- Visiophone et visioconférence par Yvette Lucas

Département

- Portrait de Samuel Lachize, centenaire du PCF, par Yvette Lucas

Rubrique Lu, vu, entendu

- En Català version traduite par C&C

Le Travailleur Catalan

44 av. de Prades - 66000 Perpignan
Tél. 04 68 67 00 88 -
mail : letravailleurcatalan@letc.fr
Site : www.letc.fr
Commission Paritaire N° 0424 C 84 621 /
N° ISSN 1279-2039

Gérant et directeur de publication
René Granmont
Administrateur Remi Cathala
Conception Priscilla Beauclair
Une : © Jean Pouech

Illustrations : © Delgé
Impression Imprimerie Salvador
33 bd.d'Archimède - 66200 Elne (France)
Webmaster Priscilla Beauclair / Dominique Gerbault
Publicité Richard Siméon

le site www.letc.fr

suivez-nous sur



Journal Le Travailleur Catalan Bulletin d'abonnement

remplir lisiblement en lettres majuscules vos nom, prénom et adresse

FORMULE HEBDO PAPIER

FORMULE HEBDO NUMÉRIQUE ET PAPIER

6 mois : 40€

1 an : 78€

Site+papier

1 an : 100€

Site

1 an : 66€

Nom, prénom :

N° : Rue, bd, ave., etc. :

Nom de la voie :

Code postal ou cedex :

Ville :

Mail :

Tél. :

Bulletin à renvoyer à : Travailleur Catalan, 44 av. de Prades - 66000 Perpignan. Mail abonnement TC : abonnements@letc.fr
Tél. 04.68.67.00.88 - Chèque à l'ordre du Travailleur Catalan.

Annonces

- Chaque mardi à 17h30 : le direct les « Jours Heureux ». A voir sur la page Facebook du PCF. Un thème est abordé par des interbenants.

- L'appel du journal *l'Humanité* pour la gratuité des masques : <http://66.pcf.fr/15377>. Signez et faites signer cet appel et partagez-le sur les réseaux sociaux.

La résistance pour « de nouveaux Jours Heureux »

Le jour d'après. C'est dès maintenant que la société nouvelle se construit pour exiger progrès social et solidarité.

La crise du Covid-19 est beaucoup plus qu'une crise sanitaire, c'est la faillite du modèle qui domine le monde. La casse des services publics, l'étranglement des budgets des États, les délocalisations, ont pesé très lourd dans la gestion de cette crise. La mondialisation libérale, le capitalisme, l'Europe de l'austérité ont fait la preuve des échecs, de la nocivité du système pour l'humanité tout entière.

Ce coronavirus a agi comme un accélérateur de maux déjà profonds : misère, chômage, précarité, inégalités sanitaires et scolaires. Ce n'est pas la fatalité mais les choix politiques de ceux qui les ont portés qui sont responsables de la situation. Ils sont aujourd'hui disqualifiés pour écrire la suite. Cependant ils travaillent à la restriction des droits et libertés pour se maintenir. Ce sont eux qui doivent payer la facture et non pas celles et ceux qui produisent les richesses.

La résistance s'organise

La population a célébré, malgré le confi-

Le Jour d'Après n'a pas vraiment bonne mine



nement, la journée internationale des travailleurs sur les réseaux sociaux et depuis les balcons. Les soignants comptent sur tous les Français, qui les ont applaudis chaque soir, pour manifester en faveur de l'hôpital public.

La résistance est d'ores et déjà en

marque pour « de nouveaux Jours Heureux ». Voici ce que nous pouvons voir et entendre :

- « Nous voulons, sans attendre, des masques gratuits pour tous, des tests et des moyens pour les soignants. »
- « Nous voulons tirer des griffes du

marché tous les secteurs essentiels à la vie, à commencer par la santé et la sécurité sociale. »

• « Nous voulons une relance de l'activité économique sous le contrôle de celles et ceux qui produisent, tenant compte de l'impératif climatique et visant à répondre aux besoins de la population et du pays. »

• « Nous voulons la relocalisation et la socialisation des outils de productions agricoles et industriels. »

Le monde d'après, c'est une bataille qui a déjà commencé. Des organisations syndicales, associatives, politiques, progressistes, appellent le monde du travail et toute la population à s'engager pour exprimer ensemble l'exigence d'une société de progrès social et de solidarité. Ils appellent toutes celles et tous ceux qui ont intérêt au changement à s'organiser et se mobiliser.

Il y a urgence à agir pour de « nouveaux Jours Heureux », ici, en France, et dans le monde.

Dominique Gerbault

Le programme du CNR

Conseil national de la Résistance. Son programme, attaqué par les libéraux et le patronat, reste toujours d'actualité et mérite qu'il soit défendu.

Il y a 77 ans naissait le Conseil national de la Résistance. C'est en effet le 27 mai 1943 que le CNR a tenu sa première réunion. Cette union des forces antifascistes pour la renaissance démocratique et l'émancipation sociale du pays fut, longtemps, une référence intouchable en France. Son programme, adopté le 15 mars 1944, à l'unanimité de ses composantes - communiste, gaulliste, socialiste, centriste... -, fut, durant plus de 40 ans, considéré comme la pierre angulaire du fameux « modèle social français ». Durant cette période, s'il fut souvent gravement attaqué, il ne fut jamais récusé.

Mais, au milieu des années 80, l'explosion de la mondialisation capitaliste, avec le « reaganisme » d'un côté de l'Atlantique et, de l'autre, le grand tournant néolibéral de la Communauté européenne, avec la signature de l'Acte unique européen qui rassemblait ultralibéraux thatchériens, chrétiens démocrates et sociaux-démocrates, va

tout changer. D'abord insidieuses, les attaques contre les principes mis en place par le CNR vont devenir brutales avec l'élection de Nicolas Sarkozy.

Une offensive de grande ampleur

Le MEDEF ose alors s'attaquer frontalement à la référence civilisationnelle du CNR. C'est Denis Kessler qui, en octobre 2017 dans le magazine *Challenges*, déclare : « Le modèle social français est le pur produit du CNR (dont le programme) se traduit par la création des caisses de Sécurité sociale, le statut de la fonction publique, l'importance du secteur public productif et la consécration des grandes entreprises françaises qui viennent d'être nationalisées, le conventionnement du marché du travail, la représentativité syndicale, les régimes complémentaires de retraite, etc. (...) Il y a une profonde unité à ce programme ambitieux (...) Il s'agit aujourd'hui de défaire méthodiquement le programme du Conseil national de la Résistance ! » Et il faut croire que « l'effet-CNR » est toujours vivace dans la mémoire collective pour qu'Emmanuel Macron se sente obligé d'y faire allusion en reprenant dans l'une de ses allocutions télévisées le titre du programme du CNR : « Nous retrouverons les jours heureux »... alors qu'il n'a cessé de casser les services publics, de réduire la Sécurité sociale, de massacrer le droit du travail, de mettre à mort le système de retraite, de privatiser les aéroports, de piétiner le rôle des syndicats. Voilà qui justifie les batailles qui devront se poursuivre aujourd'hui et demain pour de véritables jours heureux.

René Granmont

Renault s'engraisse et dégraisse...

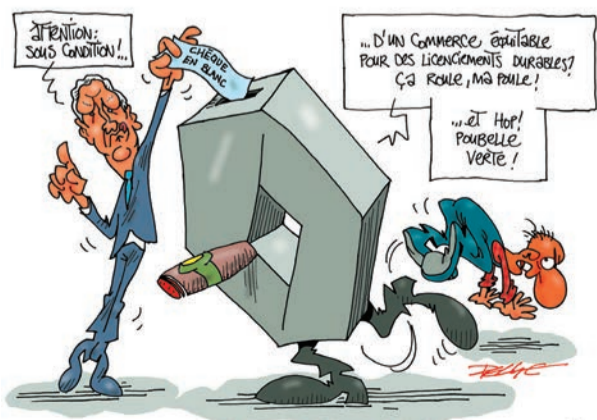
L'annonce par le groupe Renault de la fermeture de quatre sites de production et de la mise au chômage de milliers de salariés a provoqué, dans les usines concernées, stupeur et incompréhension. Pour les syndicats, ce serait une hérésie. Fabien Roussel, secrétaire national du PCF, est allé à la rencontre des ouvriers concernés et a déclaré : « Le groupe Renault veut maintenir la rentabilité pour les actionnaires. Nous voulons l'emploi et l'investissement. » Comme l'a souligné le député communiste Sébastien Jumel, « pendant le Covid, le groupe a fermé 12 sites en France et mis 28 000 salariés en chômage partiel. Il a donc bénéficié de la solidarité nationale. Il faut aussi conditionner les 5 milliards d'euros de prêt que lui garantit l'Etat à la sauvegarde des sites menacés. »

Ma cassette

Le riche est retors dès qu'on touche à ses petits sous. Et ses clones, au ministère de l'Économie, ne le sont pas moins. Dernier exemple en date : Bercy annonce, dans le JO du 6 mai, qu'il met fin au secret bancaire sur les coffres-forts. Bien obligé : c'est l'application d'une directive européenne de lutte contre le blanchiment. Donc, dès septembre 2020, les titulaires de tels coffres-forts seront recensés sur un fichier de comptes bancaires, les banques devront donner les noms. Bien. Oui mais... si le fisc ou d'autres veulent avoir accès au contenu des coffres, impossible, interdit ! Autrement dit, on pourra savoir qui a un coffre mais impossible de connaître le montant de l'argent détenu. Elle est pas belle la vie... des riches ?

Gérard Streiff

Un prêt substantiel de l'Etat pour Renault...



Un scandale d'État

Bretagne. Le projet de coopérative de fabrication de masques en Côtes-d'Armor menacé par un affairiste soutenu par la droite locale.

C'est David contre Goliath. D'un côté, des syndicats locaux, SUD, la CGT et la FSU, épaulés par la Confédération paysanne, se sont mobilisés pour permettre l'ouverture sous forme de coopérative d'une nouvelle usine de fabrication de masques dans les Côtes-d'Armor. De l'autre, Abdallah Chatila, un riche

Suisso-libanais qui a fait fortune dans les diamants et l'immobilier à Genève, des promesses de gros chèques plein la bouche et le soutien du député LR local, Marc Le Fur. Le projet de société coopérative d'intérêt collectif (SCIC) était quasiment ficelé lorsque l'homme d'affaires est arrivé en Bretagne. « Le dossier est devenu éminemment politique. Nous

avons besoin de soutien populaire, pour que les élus ne puissent pas accorder les 5 millions d'euros de subventions publiques prévues à M. Chatila, assure Serge Le Quéau, du syndicat SUD. Nous avons là une vraie possibilité de montrer que le monde d'après ne sera pas comme celui d'avant. »

avoir dénoncé cet immense gâchis, on s'est dit qu'il fallait agir, et la meilleure idée a été de relancer l'usine sous forme de coopérative » avec une partie des syndicats locaux et d'anciens salariés de l'usine

Un projet collectif mis à mal par un homme d'affaires

Pourtant, l'intérêt d'Abdallah Chatila pour les masques de protection est très récent et opportuniste. Voilà quelques semaines qu'il a acheté 300 millions de masques en Chine pour les revendre plus cher, en Suisse, apportés quasi quotidiennement par avion à Genève. Avec la promesse du gouvernement français de financer à 30 % les productions sanitaires et le savoir-faire des travailleurs bretons, il s'est jeté sur l'occasion. « Il veut même préempter les locaux qu'on avait trouvés pour la SCIC », déplore Serge Le Quéau. « Les échos qu'on a du conseil régional restent rassurants. Il se peut que la table ronde sonnant le départ du projet de coopérative ait lieu dans les prochains jours ».

Roger Rio

Usine de masques en Bretagne



Le site de Plaintel pouvait produire jusqu'à 200 millions de masques par an

Le syndicaliste, également militant historique chez Attac, a lancé en mars ce beau projet. Il avait eu vent que, sur l'ancien site de l'usine de Plaintel, qui, avant sa fermeture fin 2018, pouvait produire jusqu'à 200 millions de masques à l'année, deux palettes de produits avaient été détruites et que toutes les machines ultramodernes avaient été menées au ferrailleur en début de confinement. « Alors que la France souffrait de pénurie de masques, on détruit ces machines qui avaient été en partie payées avec de l'argent public. C'est un immense gâchis, un scandale d'État », assure Serge Le Quéau. « Après

Municipales second tour le 28 juin

Pour le secrétaire national du PCF Fabien Roussel : « Il faut pouvoir donner aux communes les

moyens de mettre en œuvre leur politique. Il faut pouvoir préparer ces élections parce qu'elles sont importantes pour la démocratie. Mais il ne serait pas compréhensible qu'elles se tiennent si les conditions sanitaires ne sont pas respectées ou s'il y a encore des départements verts et rouges. »



Les fabricants d'emballages s'assoient sur l'écologie

Des voix s'élèvent pour lier l'apparition du nouveau virus à l'exploitation éhontée que le capitalisme fait de la nature. On pourrait penser que les multinationales responsables de cette surexploitation mettront en œuvre des pratiques plus vertueuses vis-à-vis de l'environnement. Ce n'est pas le cas d'une grande marque de médicaments génériques qui se vante de promouvoir « la qualité pour tous ». En plein confinement, cette entreprise a modifié le conditionnement d'un des ses produits. Elle utilise désormais beaucoup plus de carton et de plastique. Au lieu de six comprimés de la taille d'une pilule contraceptive sur une plaque de 35mm/75mm, on a désormais les 6 mêmes sur 75mm/145mm. Ce qui donne un carton trois fois plus grand pour emballer le même produit. Bonjour la déforestation ! Pourquoi utiliser beaucoup plus de carton si ce n'est pour permettre à certains de juteux bénéficiaires ?

Ève Gerbault

Courrier des lecteurs

Pétain, Macron, l'Égalité

Cet ex-ministre de Hollande, pour qui il fallait à la France des jeunes qui veuillent devenir milliardaires*, a forcément un problème avec le difficile concept d'égalité. Il vient de le montrer à nouveau, assez comiquement, ce 10 Mai, en honorant celles et ceux qui ont lutté pour l'abolition de l'esclavage. Il met Égalité, comme il se doit, entre Liberté et Fraternité, mais il l'assortit de deux compléments de sa façon, à la faveur d'une syntaxe particulièrement tortillée : « Leur exemple, toujours, nous inspire, nous oblige. A plus de liberté, ici et dans le monde. A plus d'égalité, indissociable de la liberté, des chances et des droits. A plus de fraternité enfin car. » Je poursuis donc ici, sur l'égalité des chances, une réflexion que notre T.C. a bien voulu accueillir l'année dernière, après que notre inspecteur d'académie nous avait lui aussi servi cette tarte à la crème.

C'est grave : notre Président déshonore le principe d'égalité en faisant comme si les notions de chances et de droits en relevaient au même titre. Mais Droits, au pluriel, est une notion purement qualitative : c'est en raison de sa qualité de personne humaine que l'individu en a certains à la naissance (art. 1 de la Déclaration de 1789). L'égalité qui s'y rapporte n'a rien d'une grandeur mesurable, elle consiste à ce que les droits soient les mêmes pour toutes les personnes qui en relèvent (art. 6 : la loi est la même pour tous). Et c'est bien pourquoi l'individu peut alléguer ses droits pour se défendre, seul ou dans le sein d'un collectif.

Tandis que Chances, c'est une notion essentiellement quantitative. Les chances, synonyme parfait de probabilité, c'est, pour une population donnée, et pour une place donnée dans la hiérarchie sociale, le pourcentage de ses membres qui accèdent à cette place. C'est pourquoi la sociologie ne connaît, des chances, que leur inégalité, inséparable de la société de classes. Elle montre qu'elles ne peuvent pas être les mêmes pour tous. L'égalité des droits est un pilier de la démocratie, celle des chances est une chimère démagogique.

La faveur de cette expression remonte à la Révolution Nationale de Pétain*** où elle était tout à fait à sa place, sur les ruines du Front populaire, comme médicament contre les aspirations à la justice sociale. Qu'elle ait été banalisée par la suite, au point d'être brandie impunément aussi bien par Chirac que par Hollande, ne la dédouane pas de cette origine infâmante. Cela montre seulement ses vertus de poudre aux yeux, compatibles avec le sens commun de nos contemporains, que le couple quantité/qualité n'empêche pas de dormir.

J.P.Kaminker

* Interview de Macron paru dans Les Echos, 6.1.205, toujours lisible sur la toile en mai 2020.

** J.P. Kaminker : « Gésier de chevreuil ? », Le Travailleur catalan, 6.4.2019

*** Onzième des seize Principes de la Révolution nationale formulés par Pétain lui-même : « L'Etat demande aux citoyens l'égalité des sacrifices : il leur assure, en retour, l'égalité des chances. ». A rapprocher de l'étrange formulation choisie par Macron quand il est allé rendre hommage aux maquisards tombés sur le Plateau des Glières : L'égalité, la vraie, la nôtre, est bien de mesurer la valeur des hommes à ce qu'ils peuvent sacrifier à une cause qui les dépasse. L'ancre pétainiste de la pensée de Macron reste à étudier.

La montagne accouche d'une souris

Union Européenne. Cinq cents milliards d'euros réinjectés dans l'économie européenne, soit à peine 4% PIB de l'Union..

La Chancelière allemande et le Président français se sont mis d'accord pour un emprunt commun sur les marchés financiers. Un mécanisme qui ne sort pas de l'orthodoxie budgétaire et n'écarte

pas l'austérité. C'est dans ce contexte qu'ils préconisent un fonds d'un montant global de 500 milliards d'euros. Ces milliards seraient empruntés au nom de l'U.E. sur les marchés financiers et seraient délivrés sous forme de dotations aux États et aux régions les plus affectés tant par la pandémie que par la crise économique et sociale. « *Nous proposons de lever une dette commune* », se gargarise Macron. « *Nous nous orientons sur une nouvelle route pour faire face à une situation inédite* », renchérit Merkel.

Une fausse « bonne nouvelle »

Un montant très largement insuffisant, et revu à la hausse depuis : à la Commission, on évoquait une enveloppe financière comprise entre 450 et 900 milliards d'euros. Ce qui reste loin, même en intégrant les premières mesures décidées fin mars (le plan de

chômage partiel, les aides de la Banque européenne d'investissement et le recours au « *mécanisme européen de stabilité* » pour 540 milliards d'euros au total), de la perspective défendue la semaine dernière par le Parlement européen d'un montant global de 2 000 milliards d'Euros. La volonté d'emprunter sur les marchés financiers, plutôt que de se servir de la Banque Centrale Européenne, ne peut que réjouir les banques privées et autres fonds d'investissements. Ces derniers seront les grands gagnants sur deux tableaux : d'abord en récupérant des intérêts sur ce qui va devenir une créance de l'U.E. envers eux, et ensuite par les bénéfices qu'ils pourraient tirer d'une relance qui favorisera les échanges bancaires et financiers. Une fois de plus on préfère gaver les marchés plutôt que de sortir de la doxa de l'austérité.

Roger Rio



Une aubaine pour les banques privées et les fonds d'investissement.

© <https://www.kremlin.ru/events/president/news/62275>/photos

La révolte des ventres vides

Amérique latine. La gestion calamiteuse de la crise sanitaire s'ajoute à la misère endémique et provoque la montée de la colère des ventres affamés.

Les États-Unis, suite aux déclarations totalement stupides de Donald Trump et au retard pour prendre des mesures efficaces contre le développement de la pandémie de covid-19, restent, avec plus de 100 000 décès, un des premiers foyers de la maladie au niveau mondial. Mais l'Amérique latine est devenue le nouvel épice de l'épidémie de covid-19.

Le Brésil est un des endroits où la situation reste la plus dramatique, en particulier dans le Nordeste. Cette partie du pays qui accuse un des taux de pauvreté les plus élevés, souffre d'une insuffisance de moyens médicaux aggravée par le renvoi des soignants cubains. Cette situation fait craindre des milliers de victimes, voire la disparition totale de certaines tribus amérindiennes. L'incurie du

gouvernement fasciste de Bolsonaro, son refus obsessionnel de prendre au sérieux les résultats scientifiques mènent le pays à une catastrophe économique et sociale sans précédent.

Crise sanitaire... et alimentaire

Mais les autres États sud-américains dotés de gouvernements de droite ne sont pas en reste. Au Chili, la contestation populaire qui s'était développée depuis l'an dernier a repris d'autant plus d'ampleur que, par suite du confinement, les populations sont confrontées à la faim et que le gouvernement tarde à donner une aide alimentaire. Au Pérou, le bilan de la pandémie, probablement sous-estimé, reste très lourd (110 000 cas et 3 200 morts) bien que ce pays ait pris dès la mi-mars

des mesures de confinement. Mais la survie de la population pauvre l'a contrainte à sortir pour trouver de quoi manger...

Au Mexique, alors que le pays est au pic de l'épidémie, le gouvernement a décidé la sortie du confinement à la suite des pressions exercées par Donald Trump, la machine économique américaine ne pouvant repartir sans le Mexique !

En Équateur, le gouvernement réactionnaire, au prétexte de soutenir l'économie, a organisé la baisse des salaires et la flexibilisation du travail, ce qui a provoqué des manifestations. En Colombie, le président conservateur a balayé d'un revers de main la protestation des quartiers populaires confrontés à la misère et la faim. En Bolivie, la présidente autoproclamée après le coup d'État pour chasser Evo Morales, déjà très critiquée pour sa gestion erratique de la crise sanitaire, a dû limoger son ministre de la Santé, soupçonné de malversations lors de l'achat de respirateurs.

Ainsi, le sous-continent sud-américain paie les conséquences d'une pauvreté endémique et, le plus souvent, d'une gestion calamiteuse de la crise sanitaire par des gouvernements de droite ultra-libéraux.

René Granmont

Ceux qui chantent la liberté, assassinés en Turquie !

Les principaux médias, si souvent très prompts à crier au crime contre la liberté (à juste ou mauvaise raison) quand on regarde vers le Venezuela ou la Chine, sont restés particulièrement silencieux devant la mort dans les geôles turques de trois des membres du groupe musical Grup Yorum. Le 3 avril dernier, la chanteuse du groupe, Helin Bölek, est décédée après 288 jours de grève de la faim. Le 24 avril, Mustapha Koçak, est mort après 297 jours de jeûne. Enfin, Ibrahim Gökçek, le bassiste du groupe, mourait le 7 mai après 323 jours de grève de la faim.

Leur crime ? Avoir chanté pour la liberté dans toutes les langues des peuples de Turquie, dont le kurde. Ce qui leur a valu d'être considérés comme des terroristes par la dictature turque qui les a jetés en prison pour de longues années. Et c'est contre cette injustice qu'ils avaient, avec les autres membres de Grup Yorum, engagé une grève de la faim. Depuis une juge qui avait eu l'audace d'écrire que « *les chansons ne font de mal à personne* » risque d'être condamnée.

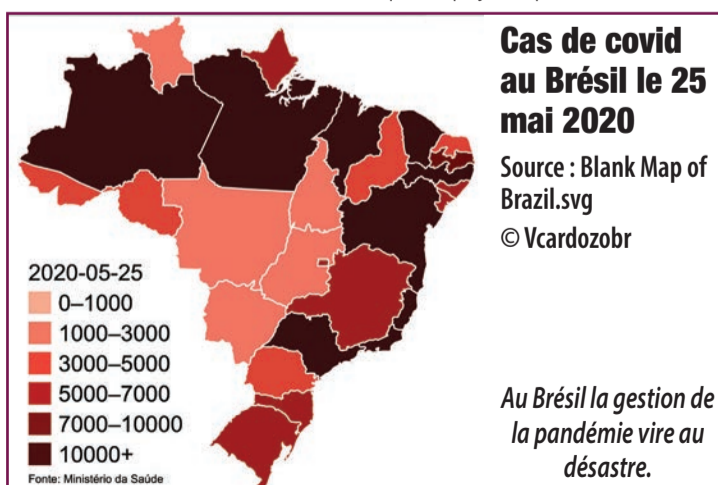
La semaine dernière, neuf journalistes ont été arrêtés et depuis début avril, deux avocats, condamnés à 159 ans de prison parce que membres du Bureau pour le droit des peuples, ont à leur tour entamé un jeûne jusqu'à la mort. Et le gouvernement français, comme l'Union européenne, se garde bien de dénoncer ces crimes contre la liberté et de faire de la peine au dictateur sanglant qui règne sur la Turquie.

R.G.

Les Israéliens tentent d'enlever Salah Hamouri

Salah Hamouri, avocat franco-palestinien, se rendait à son travail au centre de Ramallah (Cisjordanie) lorsque trois hommes parlant arabe avec un fort accent hébreu ont essayé de l'immobiliser. Salah Hamouri a réussi à s'enfuir et à se fondre dans les rues marchandes de Ramallah.

Une fois de plus, Israël bafoue le droit. La France va-t-elle rester muette face aux risques que court l'un de ses ressortissants ? « *Cet acte inadmissible mérite une réaction immédiate des autorités françaises* » a immédiatement déclaré Fabien Roussel.



Et si on parlait d'un axe Perpignan - les Hauts cantons ?

Vallée de la Têt / Hauts cantons. Deux voies parallèles, le rail et la route nécessairement complémentaires.

Le 19 mai à 17h, le déconfinement a pris tout son sens dans le département des Pyrénées-Orientales. On a pu enfin emprunter la RN 116 dans sa totalité. Jusqu'au prochain éboulement on peut librement circuler dans tout le département. C'est évidemment une bonne nouvelle, les itinéraires bis disponibles laissant à désirer, en accessibilité (route des Garrotxes) ou en temps (détour par la haute vallée de l'Aude).

C'est la fin du casse-tête pour toutes celles et ceux qui habitaient dans la vallée et travaillaient dans les Hauts cantons ou l'inverse. On ne va pas boudier notre

Manifestation de l'association Train en Têt pour exiger la rouverture de la ligne Perpignan - Villefranche-de-Conflent. Janvier 2019.



© Georges BARTOLI / Divergence

plaisir de voir cet axe vital de notre département de nouveau ouvert dans sa totalité en ce qui concerne la route. Car la RN116 ainsi que la RN20 qui la prolonge vers le col du Puymorens sont doublées sur toute leur longueur par une ligne de chemin de fer appartenant à la SNCF.

Instaurer la complémentarité du rail et de la route

L'existence de deux moyens de transports différents et parallèles est nécessaire. C'est pour désenclaver la Cerdagne et le Capcir que la ligne du Train Jaune a été construite au début du XX^{ème} siècle. Aujourd'hui, la continuité territoriale est constamment remise en cause par des rochers tombant sur la route ou des affaissement de terrains. On peut incriminer le manque d'entretien par l'État. Les travaux fréquents s'apparentent plus à du rafistolage qu'à de la mise en sécurité. Il faudrait, en cas de nécessité pouvoir reporter rapidement le trafic du rail à la route et inversement.

Ceci n'est pas possible actuellement. La ligne Perpignan - Villefranche-de-Conflent fermée pendant presque deux ans suite au terrible accident de Millas, n'a rouvert que jusqu'à Ille-sur-Têt. Un éboulement sur la commune de Ria, dû à la tempête Gloria, empêche la circulation des trains jusqu'à Villefranche-de-Conflent. La SNCF traîne des pieds et n'a donné aucune date pour les travaux et la réouverture. De plus, suite à des travaux d'entretien, le Train jaune ne circule plus de Vil-



© Mylascopie

La RN 116 avait été endommagée après le passage de la tempête Gloria.

lefranche-de-Conflent à Olette.

L'existence d'une liaison ferroviaire, propre, car fonctionnant à l'électricité hydraulique, apparaît comme une nécessité. La redémarrage d'un service public du fret ferroviaire permettrait de diminuer la pollution atmosphérique. Sur cette ligne, les trains ne transportent plus de fret depuis le début des années 1970, même si pendant quelques années les trains primeurs ont continué à circuler.

Une complémentarité rail-route sur cet axe est donc nécessaire et urgente.

Eve Gerbault

COUP DE GUEULE

Ubu à la plage

Si le ridicule tuait nos gouvernants, notre bonne terre de France serait couverte des dépouilles des « génies » qui nous gouvernent. La dernière trouvaille des locataires de l'Elysée et de Matignon a été d'interdire aux populations du coin l'accès aux kilomètres de plages qui s'étirent le long de la grande bleue, ici et ailleurs. Tout cela pour éviter la contamination, les risques d'épidémie et la mort de nos concitoyens. Ce serait fort louable, si, dans le même temps, les mêmes dirigeants n'encourageaient pas les Français à se ruer au boulot en prenant tout ce qui roule pour s'y rendre. Après avoir fourgué les mômes à l'école, on va se jeter dans le premier bus, train, métro ou tram qui passent pour défendre l'économie nationale et permettre à nos chères têtes blondes de ne pas perdre le fil du programme scolaire qui décidera (à deux mois de la fin des classes !) de leur avenir.

Mais, nous disent-ils, les gestes barrières et les masques sont là pour nous sauver la vie. Les masques, pour ceux qui peuvent en avoir à un coût excessif, les gestes barrières à 17 heures à la sortie des classes et du boulot, tu me montreras, ça m'intéresse. Alors pourquoi interdire les dizaines de kilomètres de plages le long du littoral roussillonnais, d'Argelès à Leucate ? Qu'on nous explique en quoi il est plus facile de respecter les gestes barrières pour des gamins enfermés dans une classe, ou pour des salariés qui se croisent dans des bureaux ou des ateliers plutôt que, sur de longues plages, à respirer le bon air marin après deux mois de confinement, en respectant les distances de sécurité !

Roger Rio



Plages bientôt déconfinées...

Les enjeux d'une élection

Vernet-les-bains. Et si le second tour des municipales apportait du nouveau ?



Pour VERNET-LES-BAINS, UNE DYNAMIQUE D'AVENIR



Pierre Serra et ses colistiers en piste pour le second tour.

Vernet-les-Bains pour être élu au premier tour. Il y aura donc un second tour le 28 juin. La liste d'opposition, menée par Pierre Serra « Pour Vernet-les-Bains, une dynamique d'avenir », a rassemblé 30% des voix au premier tour. Elle est bien décidée à ce que ce second tour ne soit pas une simple formalité. D'autant que la 3^{ème} liste menée par l'ancien premier adjoint qui a atteint 20%, se désiste en sa faveur et fusionne avec elle.

La liste de Pierre Serra se bat pour que le vivre ensemble ne

soit pas qu'une parole en l'air. Vernet-les-Bains doit redevenir un pôle d'attraction. Sa situation climatique, son patrimoine naturel et architectural lui permettent d'envisager ce rôle. Les colistiers sont conscients des bouleversements sociaux entraînés par l'épidémie du Covid-19. Ils s'attendent à faire face à une augmentation de la pauvreté. Ils entendent gérer cette situation avec transparence et démocratie.

C'est un autre atout de cette liste. Elle souhaite rejeter le clientélisme et œuvrer pour que

tous les Vernétois se sentent bien chez eux, dans leur commune. Ses membres sont unis dans leur diversité pour redynamiser Vernet-les-Bains. La liste « Pour Vernet-les-Bains, une dynamique d'avenir » comprend des femmes et des hommes connus pour leur engagement politique ou associatif au service du bien commun et de la préservation d'un environnement unique.

E.G.

100 ans du Parti communiste français

Samuel Lachize, communiste autodidacte

PCF et cinéma. Militant devenu rédacteur puis critique de cinéma à l'Humanité, Samuel Lachize se forma grâce à l'aide du PCF, rencontrant au cours de sa carrière les plus grands cinéastes.

Ce n'est pas sans émotion qu'on écrit un article sur la vie et l'œuvre de Samuel Lachize. Nous qui, à Perpignan, l'avons connu dans les dernières années de sa vie intense et féconde, nous avons appris son décès alors que son dernier article « *Les belles surprises du cinéma cubain* » était encore sur le bureau du journal, où il parut deux jours après sa mort. Samuel Lachize, entre autres, est la parfaite illustration de la promotion que le parti communiste a conférée à certains de ses membres, leur donnant l'occasion de révéler leurs talents, une formation

pour les enrichir et les lieux pour les exercer. « *Né le 8 février 1925 à Paris (XI^e arr.), mort le 7 décembre 2006 à Perpignan (Pyrénées-Orientales) ; dessinateur industriel puis journaliste ; critique de cinéma ; militant du PCF* », dit sa biographie dans le Maitron. Ajoutons, car cela compte beaucoup pour nous, qu'il était marié à Georgette avec qui il accueillait régulièrement dans leur salon les membres du bureau du Mouvement de la Paix dont ils étaient, comme du MRAP, des adhérents très actifs.

Critique à l'Humanité, il rencontra les plus grands cinéastes au monde

Destin singulier que celui de Sam. Le jeune dessinateur industriel, qui se décrivait, lorsqu'il contait ses souvenirs, comme un jeune sauvageon, adhère à l'UJRF dès la Libération puis au PCF. Ayant de grandes facilités d'écriture, passionné par la littérature et attiré par les arts, en particulier la peinture et le cinéma, il commence à travailler pour la presse du parti, - reportages pour *L'Avant-Garde* -, et, après avoir suivi l'école centrale du PCF, il entre à la rédaction de *l'Humanité* en 1949. Affecté à la rubrique culturelle du

quotidien, il devient l'un des critiques de cinéma du journal en 1950 et le restera jusqu'en 1983. Retraité, il s'installe à Perpignan qu'il fréquentait régulièrement depuis les années 1960, y couvrant le festival de cinéma *Confrontation*. Habitant la ville, il devint un des piliers de l'Institut Jean Vigo, œuvrant à la préparation et au catalogue de *Confrontation*, écrivant dans les Cahiers et animant réunions et conversations avec sa faconde toujours bienveillante. Et racontant ses souvenirs car, critique à *l'Humanité*, participant aussi un temps au Masque et la plume, reporter au Festival de Cannes, il rencontra les plus grands cinéastes : Charlie Chaplin et Alfred Hitchcock notamment, et les italiens, Rosi, Scola entre autres dont il se sentait très proche. De nombreuses photos, ses articles tout au long de sa longue vie de critique attestent de ces rencontres. Bien entendu Sam écrivait régulièrement pour *le Travailleur Catalan*, qui publia son dernier « papier ». Actif et passionné il composa aussi deux romans policiers et peignait des tableaux très originaux dont plusieurs ont orné longtemps les murs du 44 avenue de Prades, siège de la fédération 66 du PCF.

Yvette Lucas



Samuel Lachize à la fête du TC en 2004.

« Ados sans frontières » des avancées

Associatif. Une collaboration s'installe entre l'association de parrainage Ados sans frontières et les Apprentis d'Auteuil pour la protection des mineurs isolés.

Face au nombre croissant de mineurs isolés étrangers accueilli par l'IDEA (Institut départemental de l'enfance et de l'adolescence), le Réseau Education Sans Frontières (RESF) 66 a créé en décembre 2019 une association de parrainage afin de briser leur isolement et faciliter leur intégration. Dès le mois d'octobre, vingt-trois parrains potentiels se sont portés candidats. Plusieurs rencontres ont eu lieu avec le conseil départemental et l'IDEA qui ont révélé des difficultés dans la mise en œuvre, l'IDEA ayant déjà une convention de parrainage avec les Apprentis d'Auteuil. Finalement les Apprentis d'Auteuil ont proposé une visioconférence à Ados sans frontières. Elle a eu lieu le 19 mai. La volonté de travailler en collaboration est clairement apparue avec le même objectif : établir une relation de confiance avec le mineur pouvant perdurer au-delà de sa majorité. Il a été convenu qu'Ados sans frontières proposera ses candidats au parrainage, mais que la mise en relation entre le parrain et son filleul se fera selon le protocole des Apprentis d'Auteuil. Une prochaine rencontre est prévue en juillet pour concrétiser cette collaboration. Il semble donc que, malgré la situation sanitaire, le parrainage par Ados sans frontières pourra être opérationnel en septembre.

A.-M. D.

Solidarité active



Un geste solidaire du Mas Amiel.

Une équipe de bénévoles du Secours populaire a récolté en quelques heures environ deux tonnes d'artichauts destinés à la distribution alimentaire. En cette période difficile c'est un plus non négligeable pour les équipes chargées de la distribution. Cette opération solidaire a pu être réalisée grâce à Monsieur Louis Rigail, propriétaire du mas Amiel à Saint-Hippolyte, qui a mis ses champs à la disposition du Secours populaire.

Humor ?

...SIUSPIAU!



- Es veu que hi ha hagut menys morts a molts llocs durant els tres primers mesos de l'any 2020 que durant els tres primers mesos de 2019! Què t'en sembla?

- Belleu la gent no ha volgut morir del coronavirus, i ha preferit esperar...

- Per no ser ridícul, potser, o perquè els enterraments no es podien fer de manera solemne, amb gent, música...

- Ah! Ah! ... encara que... hi pot haver quelcom de veritat amb tot això...

- Lo que anem dient, aquesta bestiola ens posa davant de les qüestions més existencials...

- El que és segur, en tot cas, és que hi ha hagut molts menys malalts... si seguim lo que sabem de les consultes als metges

- Sí, pobres metges, que s'han quedat desenfainats, gairebé com els restaurants...

- Vol dir que la gent era menys malalta... o, més segurament, que no volia entrar en una sala d'espera per por de contractar el famós virus...

- Bé, la veritat és que en temps normal, tots els metges te diran que hi ha més malalts els dilluns que els divendres, abans del cap de setmana!

- Quan s'acabi l'epidèmia, quina festa serà per totes les altres malalties i morts!

- Mira com les fórmules d'aquests dies tradueixen tot això: a la télé francesa, deu, cent, vegades al dia, passava un informe oficial dient que si teniu febre, tos, i no sé quins altres símptomes, és que "potser seu malalt". Potser!

- Sempre tornem a lo mateix: "si no sem malalts del coronavirus, no serem malalts de res, si no morim del coronavirus no morirem de res..."

- Seguint amb les estupideses, una multitud de mails, de missatges del FaceBook i de totes les xarxes s'acaben amb la formula "cuidem-nos, cuideu-vos"

- És clar que sense el coronavirus, ens en fotríem de cuidar-nos i de les persones properes!

- Falta l'humor de Hara Kiri i Charlie...

Veus com l'estupidesa armada d'un fusell mata més segurament que un virus, mata la gent i l'humor...

C&C

Les élus du premier tour

Maintenant officiellement installés après leur élection au premier tour, les conseils municipaux ont pu procéder à l'élection du maire et des adjoints. C'est ainsi que Jean-André Magdalou a été élu maire d'Alénya le samedi 23 mai, Jean Vila maire de Cabestany le lundi 25 mai. De nombreuses communes dans le département ont pu ainsi mettre en place les équipes municipales, d'autres doivent attendre le deuxième tour fixé au 28 juin.



Dépôt de gerbe et recueillement ce mercredi 27 mai à Elne.

Quand le CNR inventait le monde d'après !

Elne le 27 mai. L'ANACR a commémoré le 77^{ème} anniversaire de la création du Conseil National de la Résistance et de son programme.

Elne s'est impliquée depuis longtemps dans le souvenir du programme du Conseil national de la Résistance. La municipalité dirigée par Nicolas Garcia en partenariat avec l'Association Nationale des Anciens Combattants de la Résistance, a été la première du département à célébrer cette date historique. Une plaque commémorative avec citation du Général De Gaulle et le nom d'une rue célèbre le « 27 mai 1943 ». Depuis chaque année, l'ANACR vient fleurir la plaque et l'hommage départemental se fait à Elne. Chaque année l'ANACR invite le Département, la mairie et tous les représentants des associations patriotiques de la commune. Cette année pour des raisons de sécurité sanitaire, il n'y a eu qu'un seul représentant par entité.

Enelji

Ensemble et solidaires UNRPA 66

La Fédération Ensemble & Solidaires - UNRPA informe ses adhérents que les activités reprendront en septembre, si la situation sanitaire le permet. Nous espérons que chacun a pu traverser sans trop de difficultés et d'angoisse cette période de confinement. Même si nous devons rester prudents, cela ne nous empêchera pas de rappeler notre volonté de demeurer des citoyens à part entière, et nos revendications plus que jamais d'actualité. Nous envisageons, si cela est possible, l'organisation de notre traditionnel rassemblement de la semaine bleue en octobre.

Annie Petit -
présidente départementale UNRPA 66

Plus d'articles sur
le site www.letc.fr

suivez-nous sur



A 39 voix près Elne a failli basculer au premier tour

Elections municipales. A 30 jours du deuxième tour, Elne est un enjeu stratégique pour les forces citoyennes et progressistes du département.

A la tête d'une liste complètement renouvelée avec un programme totalement novateur, Nicolas Garcia semble bien placé pour l'emporter face au maire sortant qui n'a pas atteint 30 %. Il répond à nos questions.

Pour vous, manquer l'élection au premier tour pour 39 voix, ce doit être rageant ?

C'est surtout encourageant pour le second et puis, après deux mandats et une défaite, même de justesse, revenir et faire deux points de mieux qu'en 2014 c'est exceptionnel.

Justement à quoi attribuez-vous ce bon résultat ?

Incontestablement à la mauvaise politique menée par l'actuelle municipalité qui a démolie le village et ses services publics tout en se coupant petit à petit de la population. Les gens nous disent fréquemment cette mairie n'est pas la nôtre. Mais ce bon résultat est avant tout dû à *Elne comm' une idée neuve*, un magnifique collectif, né l'an dernier en avril, d'où est sortie la liste que je conduis. Il est large, ouvert, divers, composé de femmes et d'hommes nouveaux dans leur très large majorité. Venus d'horizons différents, compétents dans leur domaine, elles et ils croient par-dessus tout au vivre ensemble, à la démocratie participative, au développement durable, au respect de la planète et de la terre.

Quel est l'enjeu de cette élection ?

Pour Elne, ouvrir une page nouvelle et l'écrire avec ses habitantes et habitants. Sortir des sentiers battus, inventer, réaliser avec les citoyens des choses qui montent dans la société et qui doivent être mise en œuvre dès que l'électorat nous en donne l'occasion.

Quelle sera l'incidence de la crise sanitaire sur ce deuxième tour ?

La distribution de masques par le maire et la cellule de crise d'où nous avons été exclus, n'y changeront rien. Les Illibériennes et Illiberiens ont une maturité politique qui leur permet de dépasser l'apparence des choses. Je pense que notre projet innovant et construit avec beaucoup de participation citoyenne répond par avance aux grandes questions, aspirations, propositions que



« Elne comm' une idée neuve », un collectif citoyen en course pour le second tour.

la crise de la Covid-19 a soulevées dans la population.

Mais encore ?

Notre programme est en phase avec ce qu'il faut changer d'un point de vue du vivre ensemble, de la citoyenneté, du rapport à la nature et à la terre. Simplement la situation créée par la propagation du virus nous a permis d'affiner le projet et de mettre en avant quelques-unes de nos propositions, à mettre en œuvre dès l'installation du conseil municipal.

Par exemple ?

La réalisation du centre de santé nous permettra de mieux affronter les crises sanitaires présentes et à venir puisqu'il paraît qu'elles vont se multiplier ; de trouver les médecins qui manquent cruellement à Elne ; de mettre en place une coopération durable entre les acteurs de la santé sur la commune. Nous favoriserons et encouragerons rapidement les circuits courts et les producteurs locaux respectueux de l'environnement et des sols ; mettrons en place des espaces de co-élaboration, de codécision et de co-application avec la population. Ce sont les atouts de notre commune, les seuls capables avec la culture, le patrimoine et le tourisme de générer de l'activité économique durable. Tel est l'enjeu de cette élection : finir d'enfermer Elne dans l'austérité, la tristesse, le rabougrissement ou réveiller cette belle endormie pour en faire une ville exemplaire de la transition citoyenne, sociale et environnementale. Nous avons une chance de réussir, mais pour cela il ne faut pas s'endormir sur nos lauriers. Nous devons mobiliser, convaincre donner envie aux abstentionnistes de venir voter pour notre projet. La moindre voix comptera.

Propos recueillis par J.P.

La Région lance l'opération « Le bien manger pour tous »

Solidarité. Une action en soutien au monde agricole et pour aider les familles les plus démunies.



7200 pots de yaourts Cimelait vont être distribués, par les associations.

La Région mobilise 1,2 millions d'euros pour cette opération qui pourra bénéficier à 30 000 familles sur l'ensemble de l'Occitanie. C'est la Banque alimentaire des P.-O. de Perpignan, qui centralise et répartit les dons aux différentes associations d'aide alimentaire comme le Secours populaire, le Secours catholique, les Restos du cœur et la Croix-rouge. Vingt-deux tonnes de produits locaux, fruits, légumes, laitages et 1920 kg de viande seront ainsi distribués rapidement.

Jean Pouech

L'USAP avancera masquée

Rugby XV. Budget en baisse, plombé par la crise économique, l'USAP devra faire confiance à ses jeunes.

Pour l'USAP, le championnat 2019-2020 de Pro D2 s'est arrêté à Montauban sur une victoire (23-27) très prometteuse. Victoire qui maintenait les Catalans en deuxième position de cette Pro D2 avec 9 points d'avance sur le troisième. Une place directe en demi-finale lui semblait, dès lors, offerte. En auraient découlé financièrement les avantages d'une réception, en demie, plus que lucrative. Or la pandémie est passée aussi par le stade Aimé-Giral et, avec elle, un manque à gagner considérable pour un club qui, comme la plupart des clubs pro de rugby, est déficitaire à l'issue de chaque saison. François Rivière, président de l'USAP, ne rappelle-t-il pas régulièrement qu'il est obligé de mettre à la fin de chaque saison de 1,5 à 2 millions d'euros au pot, pour maintenir le club à flots ? Une montée en Top 14, même si elle aurait ressemblé très certainement à celle de 2018, aurait, par ailleurs, permis au club d'encaisser de la part de la Ligue Nationale de Rugby (LNR) une somme rondelette, synonyme de bouffée d'oxygène. Or les présidents des clubs de rugby en ont décidé autrement : pas de montée,

pas de descente.

Dans ce contexte totalement inédit, l'USAP perd les rentrées d'argent de cinq matchs auxquelles s'ajoutent les recettes hors terrain. Un manque à gagner énorme pour un club aux finances très restreintes.

L'USAP obligée de dégraisser

Treize joueurs quittent, de fait, le giron Usapiste pour migrer vers d'autres cieux, alors que quatre joueurs vont arriver au club début juillet (si Covid-19 le permet !). Économie oblige, ce ne seront pas de grandes pointures que l'USAP va enrôler. Confiance sera accordée aux jeunes du club et, dans ce domaine, force est de constater que ce sera une excellente chose. Marre aussi de voir des « étrangers », souvent grassement payés, prendre la place de jeunes du cru. Les mentalités, en terme de rugby, risquent ainsi d'être modifiées dans beaucoup de clubs, même si l'USAP pouvait déjà par le passé s'enorgueillir de faire jouer ses jeunes. En effet d'où viendront les finances ?



©Jean Puech

A l'avenir la confiance sera accordée aux jeunes du club.

Dans les mois à venir, difficile d'envisager des matchs de rugby, des stades pleins, étant données les mesures de distanciation. A l'heure actuelle, la seule possibilité reste un démarrage de la saison à huis clos en septembre ou avec spectateurs en janvier 2021, ce qui serait la mort de nombreux clubs.

Quid du sponsoring ?

L'USAP ne possède que des petits partenaires. Avec la crise sanitaire et économique, il ne serait pas surprenant que le club doyen perde certaines de ses

aides. Les PME locales auront du mal à tenir leurs promesses vis-à-vis de l'USAP. La LNR proposerait dès lors une incitation fiscale à investir en accordant aux entreprises un crédit d'impôt à hauteur de 60% de leurs dépenses de sponsoring. Entre mesures d'exonération totale des cotisations patronales et fonds de solidarité, si le huis clos devait se prolonger toute la saison, certains clubs risqueraient de ne pas se relever de cette pandémie.

Jo Solatges

Des remises en cause nécessaires

Sports. Du plaisir au commerce, il n'y a qu'un pas vite franchi dans le domaine sportif.

Il y a le domaine du plaisir et du bien-être psychologique, parfois surévalué, la pratique sportive ne suffisant pas à tout, celui de la santé physiologique, celui du cœur et des articulations, de l'équipement musculaire, de la coordination corporelle et celui de la technique. Il y a aussi, chez les enfants comme chez les adultes, une dimension éducative et sociale, qui pousse les pratiquants de tout niveau et de tout sport à des attitudes de coopération, d'efforts, de dépassement, de sacrifices parfois, de modestie, de discipline, d'intelligence... de patience et d'humilité.

Enfin, pour aller vite, il y a ce désir primaire, cette envie préhistorique d'en découdre, de se mesurer. Avec soi-même ou contre des adversaires, à tout âge et à tout niveau, on apprécie un jour la compétition et la performance. De la course dans la cour de l'école au combat, du match entre les CE2 ou en finale de championnat de France.

La course de Kevin Maier pour battre le record du monde du Décathlon, pour être meilleur que lui-même, simplement, restera, pour les connaisseurs, un grand moment de partage, de gestes sportifs, de perfections renouvelées, de coopérations multiples. Bravo à lui, merci et il n'est pas le seul.

Des dérives intolérables

Et puis il y a l'indécence, celle qui pousse à la médiocrité, au commerce des hommes (oui, oui, on achète les joueurs, et pas qu'au football), au chauvinisme bêta, à la performance obligatoire, à la surexposition et à la surévaluation de pratiquants prétendument hors du commun, à la starisation artificielle, à la prise de risque parfois mortelle (dopage, surentraînement...), à l'individualisme. La puissance financière a pris le pouvoir, a pris la main. Des centaines de millions d'euros circulent, venus de France ou d'ailleurs. Les milliardaires se distraient. Il n'est qu'à entendre quelques phrases de dirigeants du foot, et même du rugby, dans cette période de relative désorganisation, pour avoir la nausée. La guerre économique des moyens financiers a supplanté la saine compétition sportive, la saine formation des êtres. Des personnages sans scrupules envahissent les écrans. Les salaires ne sont plus des salaires, mais sont devenues des insultes publiques. « Il n'y a pas trop d'argent dans le sport. Il manque d'éducateurs reconnus, de profs d'EPS, et d'installations. L'argent n'est pas au bon endroit, c'est tout », déclarait ainsi Marie-Georges Buffet.

Michel Marc

- annonces légales -

RENOVATION CATALANE SARL au capital de 500€ Siège social: 2 Rue Pierre Dupont 66000 Perpignan 848706370 RCS PERPIGNAN. L'AGE du 04/05/2020 a décidé : de nommer gérant Beatrice Ausseil, 2 Rue Pierre Dupont 66000 Perpignan pour une durée indéterminée, en remplacement de Julien Gaillard démissionnaire. Dépôt RCS PERPIGNAN.

Rectificatif à l'annonce publiée dans Le Travailleur Catalan du 13/03/2020 concernant FRANCE PARTNERS : Il fallait lire : Date d'AGE décidant du transfert de siège social au 15/05/2020 en lieu et place du 25/02/2020 comme mentionné par erreur. Et effet à compter du 15/05/2020 en lieu et place du 01/03/2020.

Par acte SSP du 13/05/2020, il a été constitué une EURL ayant les caractéristiques suivantes :

Dénomination : L'IMPREVUE

Objet social : L'exploitation d'un Fonds de commerce de café, brasserie, restaurant, vente à emporter, épicerie et boutique.

Siège social :

El Esquirol, Route des Crêtes, 66190 Collioure.

Capital : 1000 €

Durée : 99 ans

Gérance : M. LEGRAND Geoffrey, demeurant El Esquirol, Route des Crêtes Collioure, 66190 Collioure, M. WEBER Eric, demeurant El Esquirol, Route des Crêtes, 66190 Collioure
Immatriculation au RCS de Perpignan

Retrait volontaire

Par suite du retrait volontaire de Maîtres Julie FAIXA épouse MILLET et Laurent MILLET de la SCP « Luce BROUSSE-CHAMICHIAN, Julie FAIXA épouse MILLET, Laurent MILLET et Mathieu BONZOMS, notaires associés », office notarial situé à Rivesaltes (66600) Rue Emile Parès, SIREN 310498498 RCS PERPIGNAN, et en application de l'article 10 des statuts, Maîtres Julie FAIXA épouse MILLET et Laurent MILLET sont déchus de plein droit de leurs fonctions de gérants depuis le 21 décembre 2019. Ils ne peuvent plus régulièrement engager la SCP. Par suite les seuls gérants de la SCP sont Maîtres Luce BROUSSE-CHAMICHIAN et Mathieu BONZOMS.



Habilité à la parution de vos annonces légales
legales@letc.fr

L'édition, malade du capitalisme

Édition. Marie-Pierre Vieu, directrice d'Arcanes 17, s'inquiète des conséquences de l'épidémie dans le secteur du livre.

Quelles sont les conséquences de l'épidémie sur l'économie du livre et sur les salariés ?

Le livre et la culture sont largement touchés. On est dans une situation où les sorties de livres n'ont pas pu être menées à bien car il n'y avait pas de possibilité de promotion. La chaîne du livre va reprendre à partir de septembre. Toute la chaîne du livre est directement impactée. Les maisons d'éditions sont toujours sur le fil du rasoir car l'argent qui est investi dans un livre correspond au capital investi sur le livre suivant. On peut donc arriver à une situation où la moitié des maisons d'éditions, notamment les plus petites, disparaissent.

Il faut repenser le modèle économique et social du livre. Pour les salariés, la crise actuelle signifie chômage partiel, voire chômage tout court. La crise a un effet boule de neige. Le problème se pose pour les indépendants mais également pour les grosses structures. Si la volure



des grosses maisons d'éditions baisse, ce sont d'abord les plus précaires qui vont être contraints au chômage.

Quelles aides sont prévues pour l'édition indépendante ?

On a des aides des Centres National et Régional du Livre. Quand on divise le fond débloqué par le nombre de maisons, on a des aides de 1000 à 1500 euros. Ce n'est donc pas ça qui va permettre de pérenniser l'édition indépendante. Il y a un autre problème : comment orienter ces aides ? On a d'abord des aides flé-

chées vers ceux qui ont le plus d'argent. Si on décide d'orienter les aides sur le renforcement des librairies et éditions alternatives et si on l'accompagne de politiques dissuasives à l'encontre de plateformes comme Amazon, alors on trouvera les moyens. Si on taxait l'ensemble des GAFAs, on obtiendrait 40 milliards d'euros que l'on pourrait réinvestir dans plusieurs secteurs. Cela nécessite de s'appuyer sur ce qui est qualitativement porteur de différence culturelle ou de genre nouveau d'investigation, ce qui serait possible avec une politique d'État

de qualité culturelle.

Quelles sont les revendications du secteur du livre ?

J'ai participé et soutenu l'appel «Krisis». La revendication centrale est le soutien aux maisons indépendantes et aux travailleurs indépendants du livre. Cela demande de repenser la chaîne du livre en repensant l'orientation des politiques culturelles. Si on ne trouve plus d'éditeur, il y aura un vrai problème de restriction de la chaîne de production intellectuelle qui aura ses conséquences sur la démocratie. En France on a toujours eu l'idée que la culture doit être pour tous. Pour cela il faut qu'elle soit un service public. Si on retire le soutien public, il n'y aura plus de maisons d'éditions alternatives, beaucoup ne correspondent pas au modèle entrepreneurial classique. Si cette richesse n'est pas soutenue par une volonté politique, elle va s'effondrer.

Propos recueillis par Sarah Jumel

Le Midi Rouge n° 34

Maitron Languedoc-Roussillon. Avec une nouvelle présentation intérieure, d'un volume et d'un prix toujours modestes, le *Midi Rouge* ne cesse d'enrichir notre histoire régionale.

Après quelques péripéties le n° 34 de la revue *Le Midi Rouge* est sorti en plein confinement. *Les Notes de recherche* s'ouvrent avec un article original de Camille Morata qui n'intéressera pas que les aficionados : il s'agit de la commémoration des joueurs de rugby de l'Association sportive perpignanaise, champions de France en mai 1914. L'équipe paya à la guerre un tribut particulièrement lourd et fut honorée par une plaque où les noms s'ajoutaient au fil du temps. Un article à ne pas manquer. Raymond Huard évoque, avec des commentaires mettant en exergue l'histoire politique locale, un événement centenaire : la dénomination de l'Avenue

Jean Jaurès à Nîmes en septembre 1919. La découverte de Prades et de ses environs par des Bretons voulant résister et cherchant à se rendre en Espagne en février 1941 ne manque pas de saveur : leurs réflexions sont présentées et commentées par Pierre Chevalier. Sur dix pages, un document authentique nous est livré par André Balent et Jean-Claude Richard, c'est le rapport des Renseignements généraux du 30 juin 1944 concernant les maquis de L'Hérault. Ces maquis qui étaient des formations de l'Armée Secrète (AS) sont considérés par l'auteur du rapport comme de vulgaires bandits (d'autres disaient plutôt terroristes) mais en même temps vus comme moins inquiétants que les maquis formés par les communistes, qui faisaient peser aux yeux des R.G. l'inquiétante menace du bolchevisme incarné par les puissantes armées de l'Union Soviétique en route vers Berlin.

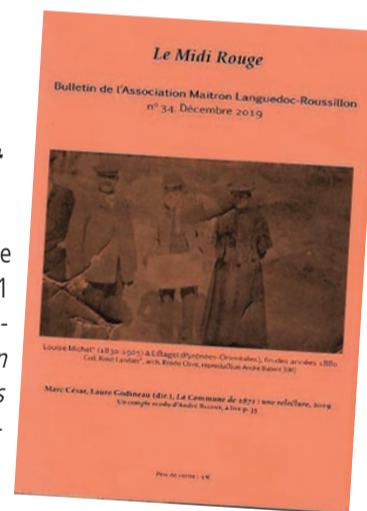
La Commune en nos régions

Une note de lecture par André Balent s'intéresse à un ouvrage de poids (591 pages) *La Commune de 1871, une relecture*, ouvrage publié sous la direction de Marc César et Laure Godineau. Il s'agit des travaux du col-

loque international de Narbonne de 2011 *Regards sur la Commune de 1871 en France : nouvelles approches et perspectives*, dont les trente-huit contributions sont présentées sous un nouveau découpage qui comporte quatre parties. Sept des contributions concernent le Midi au sens large dont cinq l'ancienne région Languedoc-Roussillon, une l'Aveyron, une autre Bordeaux. Contributions qui touchent au terrain exploré par le *Midi Rouge* et dont André Balent s'attache à montrer l'intérêt et la nouveauté. Une longue biographie de Roger Bourderon, historien du communisme français selon le journal *l'Humanité*, décédé en novembre 2019, termine le volume. Elle a été réalisée par Jacques Girault.

Yvette Lucas

Le *Midi Rouge*, Bulletin de l'Association Maitron Languedoc-Roussillon. Abonnement 7€ port inclus auprès de André Balent cat-a-balent@wanadoo.fr



Equipe de rugby de Perpignan en 1914.

La crise dans le monde du cinéma

Perpignan. Jacques Font, gérant des cinémas Méga Castillet et Castillet, revient sur les difficultés rencontrées.

Jacques Font n'est pas le seul exploitant dans le département, mais son témoignage explique et aide à mieux comprendre l'ensemble des problèmes posés. Sans surprise, les problèmes économiques s'imposent, c'est l'évidence. En même temps, se posent aussi les questions sociales et culturelles. L'avenir nous dira si cette parenthèse dans l'activité générale cinématographique touchera durablement l'ensemble des métiers lié à l'activité, dans notre département et ailleurs.

Des entrées en moins pour les « Castillets »

Au moment de la rencontre, ces deux mois et demi d'inexploitation auront engendré de lourdes pertes : « Par rapport aux années précédentes, ce sont 160 000 entrées de moins au Méga Castillet et entre 40 et 50 000 au Castillet. Ce n'est pas rien » déclare ainsi l'exploitant. Et il poursuit : « Oui, c'est catastrophique. Il faut savoir qu'environ 40% des recettes reviennent à l'entreprise, c'est-à-dire, nous concernant, 600 000 euros. Mais attention, il faut y ajouter les revenus liés aux commerces du multiplex (150 000), ceux liés aux ressources publicitaires (120 000), les revenus liés aux locations de salle. Nous arrivons vite aux 900 000 euros qui ne sont pas rentrés ». Voilà pour le strict bilan comptable. Face à ces difficultés, le gouvernement a pris un certain nombre de mesures que nous explique Jacques Font : « Un peu plus de trente personnes tra-

vailent dans nos salles. Tous métiers confondus, et sans intérimaire, je tiens à le préciser. Nous avons donc activé le dispositif gouvernemental de chômage partiel, qui garantit 84% de revenus aux salariés pendant la période. J'ajoute que, pour le mois de mars, notre société a payé le complément. Il faut savoir aussi que ces mesures n'ont pas été prises dans d'autres pays européens, ce qui entraînera sans aucun doute des conséquences bien plus graves. Maintenant, nous attendons la réouverture ». Il rajoute aussitôt : « Il y a aussi le Prêt Garanti de l'Etat, qui nous donne le droit d'emprunter 25% du chiffre d'affaire à 0,25% pendant un an. J'y ai eu recours ». Ajoutons l'inélégante promptitude des plateformes à vampiriser les productions et à développer le cinéma payant à la maison. Eux ont le sourire.

Des dégâts culturels associés

« Les tournages, les productions ont du cesser leurs activités. On ne sait pas encore quelles seront les conséquences, peut-être des films non faits, du chômage massif chez les intermittents qui y sont nombreux, des abandons de projet. Il est trop tôt pour le dire. Le festival de Cannes a été annulé, et je vous l'affirme, ce n'est pas rien. Plus près de Perpignan, des initiatives ont été annulées, Ciné-débat au Castillet (pesticides, droits de l'homme...), courts métrages, et la plus emblématique d'entre elles, le festival Confrontation qui n'aura pas lieu cette année. « L'Histoire du temps présent », qui aurait permis à des milliers de spectateurs de débattre,



Jacques Font : « 160 000 entrées de moins au Méga Castillet et près de 50 000 pour le cinéma Castillet, c'est catastrophique. »

réfléchir et apprendre. C'est pourtant bien le moment il me semble. On y aurait évoqué la chute du mur, le capitalisme d'aujourd'hui, l'insécurité mondiale, l'écologie et d'autres thèmes au centre des pensées et des questionnements. Tout ça n'aura pas lieu ».

Nul ne sait si cette longue parenthèse aura affaibli durablement les capacités du monde du cinéma à compenser, à « rattraper » ces absences, ces manques. La volonté est là de mettre l'énergie au service de la résilience.

Michel Marc

L'art et le territoire

Perpignan. Au musée Rigaud, l'exposition « L'esprit du lieu » réunit vingt artistes pour un parcours éclairant sur la richesse de la création dans notre département.

Le musée a rouvert ses portes. Si l'épidémie a entraîné le report de la grande exposition de l'été, sur Rigaud, justement, elle aura du moins acté la prolongation de L'esprit du lieu, 20 artistes en 2020. Sous le commissariat de Jacqueline Fornes-Guenoun et Serge Zaluski, initiateurs du Cercle Rigaud, et produite par le musée, cette exposition offre un large panorama de

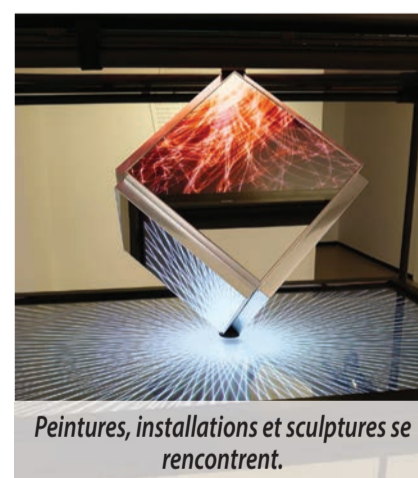
la création artistique contemporaine en terre catalane. Elle permet également la mise en regard dans le musée des artistes des temps anciens et de ceux d'aujourd'hui. Selon l'expression de Dominique Bona qui préface le catalogue, cette exposition est « une sorte d'épopée sudiste à vocation universelle. »

L'exposition occupe tout le deuxième étage du musée et les salles du rez-de-chaussée qui ouvrent sur la rue de l'Ange. Les vingt artistes ont investi le lieu, chacun à sa manière, selon sa sensibilité. On a ainsi l'occasion de découvrir, ou redécouvrir, ces plasticiens qui, toutes et tous vivent et travaillent ici. Leurs ateliers sont à Céret ou Rodes, à Saint-Génis ou Saleilles, Canet, Collioure ou Périllos, ils et elles ont choisi ce territoire, s'y sont impliqués, le lieu et ses paysages nourrissent leur inspiration, elles et eux en restituent l'essence et la beauté.

Des artistes impliqués dans le territoire

L'exposition est un cheminement qui

prend le spectateur par la main pour une exploration aux mille péripéties. Il lui faut d'abord traverser une salle au sol jonché de fragments comme arrachés à la pierre des Corbières, œuvre de Yoon Hee, artiste sud-coréenne installée à Périllos. Puis, on déambule au milieu de peintures, sculptures, dessins, installations, photographies, couleurs, noir et blanc... Jet d'encre de Bernard Borgeaud, scènes de plage d'Emmanuelle Jude, nu troublant de Marc Fourquet, paysage de Capdeville, horizon d'Albert Woda, sculpture gracile et toiles épurées de Francesca Caruana, arbres calcinés de Philippe Domergue. Salle suivante, le bleu-vert incandescent de Michel Fourquet, les petites sculptures multicolores de Jean-Louis Vila et ses deux grands formats, un noir un blanc, Roger Cosme Estève, bien sûr, sa patte reconnaissable, l'autodérision des « selfies » en triptyque de Brigitte Kulewind Brennenstuhl, la veine onirique de Joseph Maureso, les arbres et les cavaliers de Patrick Lose. les fenêtres blanches et fleuries de Michel Arnaudès, les couleurs sombres de



Peintures, installations et sculptures se rencontrent.

John Goudie-Lynch, les installations sur le paysage de Michel Latte récemment disparu.

On termine en bas avec le cube lumineux de Thomas Penanguer, les champs vus d'en haut de Patrick Jude et les arbres selon Sébastien Frère.

L'exposition dure jusqu'au premier novembre, il reste du temps pour y courir.

Nicole Gaspon

Musée Rigaud 21 rue Mailly à Perpignan du mardi au dimanche



Vingt artistes ont investi le lieu, chacun à sa manière, selon sa sensibilité.

Avancer ensemble

Rudes discussions en vue au "Ségur de la Santé"



* (Oeuvres de la Comtesse de S.)

Les métaphores ont fusé comme chaque fois que l'on a du mal à identifier une chose, des événements, des situations, des êtres qui nous surprennent parce que nous ne les connaissons pas. Les métaphores, elles, peuvent sécuriser et faire peur à la fois, ainsi de « la guerre », répétée à satiété par Macron et sa troupe pour nous faire comprendre que, face au corona, il faudra s'attendre à en baver. J'imagine même qu'il ne devait pas être totalement mécontent d'exagérer un peu pour qu'on ait une bonne trouille.

Et une fois que la métaphore a pris, il faut la tartiner en long en large pour qu'elle produise tous ses effets. Certes ça peut se discuter, mais les consciences ont compris que l'heure était grave, que la pandémie est là, que le confinement durerait longtemps. Il a duré et, pendant des semaines, il nous a contraints à faire le contraire de ce pour quoi on était fait, à nous enfermer, à nous désocialiser, à nous déshumaniser. Jusqu'à l'inacceptable...

Une acceptation critique

Deux exemples, un tragique : le sort réservé aux défunts et aux plus âgés, sans commentaire ! Un autre plus mélo, les êtres qui s'aiment que le confinement sépare pendant de longs jours. Je ne dirai rien de la dureté de l'enfermement pour tous ceux que la vie n'a pas gâtés. Mais globalement une situation acceptée par une très large part de la popu-

lation, convaincue qu'il fallait arrêter la propagation du virus. Même si elle gardait une approche critique des mesures de l'état d'urgence, de la pression policière, de la remise en cause des droits sociaux sur lesquelles le gouvernement s'était précipité, trop enclin à infantiliser son peuple.

Un peu de foutage de gueule

Il a fallu ensuite en sortir sans qu'on sache vraiment comment les choses pouvaient se passer. Peu à peu, avec des précautions, sans toujours une grande cohérence, avec une équipe gouvernementale qui navigue à vue, qui fait mine

d'avoir compris les leçons de l'événement pour un hypothétique jour d'après, qui croit s'en tirer en donnant une médaille et quatre sous aux soignants. Et qui ressort de la naphthaline Nicole Notat, du syndicalisme « assoupi », pour mettre fin à la « paupérisation » des personnels soignants. Serait-ce pour solde de tout compte et pour en être quitte, le jour d'après... Il y aurait comme du foutage de gueule.

Un début de parole commune

D'où la plus grande attention que nous devons apporter à ceux, politiques, syndicalistes et syndiqués, associatifs, intel-

lectuels, citoyens, que le confinement n'a pas assoupi. Dans des conditions très difficiles, cette vie-là a perduré, elle a même retrouvé des paroles communes, des démarches (un peu) convergentes, peut-être un début d'ambition transformatrice, progressiste, perturbatrice du désordre dominant. Peut-être ?

Pour une classe ouvrière conquérante

Le T.C. s'en est fait l'écho. Parce que si on veut que le jour d'après diffère des jours d'avant, il ne suffira pas d'un coup de pinceau, il y faudra des maçons, des architectes, des travailleurs manuels, intellectuels, engagés, des courageux, des syndicalistes, une classe ouvrière conquérante capable de renouer avec les grands rendez-vous, ceux que l'on prépare de loin. Souvenez-vous des mois passés à bouger, agir, manifester, pour les droits, pour les retraites, pour les services publics, pour un partage équitable des richesses de ce pays, pour une solidarité sociale sans faille. La situation est telle qu'elle peut permettre un élan nouveau porté par une aspiration revivifiée, construite dans les souffrances de l'heure qui sont réelles, et par une intense soif de vivre.

A tous ceux qui ont une parcelle de responsabilité dans la relance de cette vie sociale et politique, je voudrais souhaiter la plus grande ambition et l'impérieux besoin d'avancer ensemble.

Jean-Marie Philibert

Actu vu par



Pourquoi l'Etat a-t-il commandé pour 4 millions d'euros de drones ?

